

UNIVERSITÉ  
LUMIÈRE  
LYON 2

**POLITIQUE ACHAT**

**BILAN 2017 – PERSPECTIVES 2018**

## PREMIERE PARTIE : CONTEXTE

### I) Contexte réglementaire :

La commande publique représente un pan important de l'activité économique, à savoir environ 15% du PIB de la France. Les enjeux de la commande publique sont triples :

- ✓ Satisfaire l'intérêt général
- ✓ Assurer la continuité du service public
- ✓ Optimiser l'usage des deniers publics

Le rôle essentiel des marchés publics a été réaffirmé dans la stratégie Europe 2020. En effet, les marchés publics constituent un outil d'intervention public dans l'économie pour parvenir à une « croissance intelligente, durable et inclusive, tout en garantissant l'utilisation optimale des fonds publics ».

Les établissements publics de l'Etat doivent prendre en compte les objectifs de politiques d'achat que l'Etat leur fixe (art 2 du décret du 3 mars 2016 créant la DAE) :

- 1) Acheter aux conditions économiquement les plus avantageuses (2% de gain achat/an)
- 2) Respecter les objectifs de développement durable sous ses aspects sociaux et environnementaux (15% des marchés comportant des clauses sociales et 20% des marchés comportant des clauses environnementales pour 2018)
- 3) Faciliter l'accès des PME à la commande publique (29% des dépenses effectués auprès des PME pour 2018)
- 4) Contribuer à la diffusion de l'innovation (2% du volume total annuel de la commande publique auprès des PME et ETI innovantes)

La fonction achat vise à garantir que l'Université réalise au meilleur prix les achats correspondants au juste besoin. Les établissements publics et autres organismes disposant d'un budget achat supérieur à 10 millions d'euros se doivent de transmettre leur programmation et leur bilan à la direction des achats de l'Etat.

### II) La fonction Achat à Lyon 2 :

L'organisation de la fonction Achat à l'Université Lyon 2 est pilotée par la DAJIM, avec, en son sein, environ **0,3 ETP dédié à l'Achat**.

La fonction Achat comprend plusieurs axes et objectifs :

- ❖ Garantir la sécurité juridique et optimiser le processus interne des achats
- ❖ Assurer la performance économique des achats pour réduire les coûts supportés par l'Université
- ❖ Développer et instaurer des pratiques achats éco et socio-responsables
- ❖ Favoriser les achats innovants
- ❖ Favoriser l'accès des PME à la commande publique

## DEUXIEME PARTIE : CARTOGRAPHIE DES ACHATS

### I) Cartographie des marchés :

#### A) Cadre général :

Environ 200 marchés sont actuellement en cours à l'Université (étant entendu qu'un lot constitue un marché).

En 2017, **71 marchés** ont été passés par l'Université, dont :

- Des marchés passés « en propre » : assurance, stores et rideaux, traduction, fourniture, plantation et suivi cultural d'arbres et d'arbustes, opération de réaménagement de la bibliothèque Chevreul, fourniture de vêtements de travail, téléphonie fixe et mobile...
- Des marchés passés en groupement dans le cadre de « RUE des acheteurs »<sup>1</sup>: quincaillerie;
- Des marchés UGAP (centrale d'achat de l'Etat) : téléphonie, réalisation de prestation de formation professionnelle ;
- Des marchés passés par l'AMUE : MATINFO 4
- Des marchés passés par la DAE : Visioconférence, machine à affranchir, Référentiel général d'accessibilité pour les administrations (RGAA)
- Des marchés passés dans le cadre d'autres groupements de commande (ABES, Groupe Logiciel Enseignement Supérieur – Recherche, etc)

#### Pour 2017 :

- 52 **procédures formalisées** (d'un montant supérieur à 135 00 euros H.T. pour les marchés de fournitures et services et supérieur à 5 225 000 euros H.T. pour les marchés de travaux<sup>2</sup>)
- 19 MAPA

Nb : La cartographie des achats est réalisée sur les montants engagés et non pas sur les montants réellement payés.

<sup>1</sup>Regroupant les Universités LYON 1, LYON 2, LYON 3, Jean Monnet Saint-Etienne et INSA de LYON et dont la création date de 2013.

<sup>2</sup> Les seuils s'établissent comme suit à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 : 144 00€ HT pour les marchés de fournitures et services et 5 548 000€ HT pour les marchés de travaux

## B) Cartographie des fournisseurs :

### 1) Nombre de fournisseurs :

Dans le cadre des achats réalisés par l'Université (au marché et hors marché, sauf famille X<sup>3</sup>), plus de 1300 fournisseurs ont été identifiés.

Pour les seuls marchés passés par l'Université, on recense **160 fournisseurs**, dont des établissements publics, des associations, des PME et des grandes entreprises.

### 2) Les 10 principaux fournisseurs de l'Université en montant :

*Pour les marchés de fournitures et de services :*

Entreprise	Montants en € HT 2017
DELL (Matinfo 4)	929 737,56
TRAVEL PLANET (déplacements professionnels/ transports)	754 648,98
SFR BUSINESS SOLUTIONS (marché opération / lot 3 services « réseau et sécurité »)	540 709,44
GEG (fourniture d'électricité)	486 333,33
ENGIE (fourniture de gaz)	475 116,27
L'APPEL DU LIVRE (ouvrages de bibliothèque)	455 917,56
AVANTAGES VIDEO (audiovisuel)	373 471,59
ESCRIMES (contrôle d'accès)	261 718,75
UGAP	237 257,22
ALTESYS (marché opération / lot 1 : serveurs et stockage et lot 2 : matériels infrastruct réseau et sécurité)	208751,09

*Pour les marchés de travaux :*

Entreprise	Montants en € HT 2017
EIFPAGE CONSTRUCTION	285 884,19
DENJEAN (rénovation et extension MUMO, lot 4)	253 887,34
THALMANN (opération MUMO, lot 5)	215 494,26
ROIRET ENERGIES (maintenance courante des bâtiments, lot 4)	121 850,65
CEME CERNIAUT (opération de mise en place d'une climatisation de la DRH)	116 333,34
ENTRE PRISE (rénovation de la SAE)	107 160,00
IES (réaménagement bibliothèque Chevreul)	103 730,16
RHODANIEENNE DE CARRELAGE (rénovation et extension MUMO, lot 7)	69 932,39
BLANCHET METALLERIES DU FOREZ (opération K EST, lot 7)	52 268,37
REY (opération K EST, lot 18)	35 772,31

<sup>3</sup> La famille X englobe notamment les gratifications de stage, les subventions, les cotisations, les remboursements...

### Typologie des fournisseurs

La cartographie des fournisseurs repose sur la **loi de Pareto** et la **méthode ABC**

Loi de Pareto ou principe des 80-20 constatant qu'environ 80% des effets sont le produit de 20% des causes

Méthode ABC :

- ✓ Catégorie A : faible nombre de fournisseurs revêtant un **caractère stratégique** (80% de la dépense)
- ✓ Catégorie B : part un peu plus importante de fournisseurs, représentant un **caractère intermédiaire** (entre 5 et 15% de la dépense)
- ✓ Catégorie C : part la plus importante des fournisseurs pour des achats de faible valeur (5% de la dépense), mais représentant un coût administratif important en raison de la dispersion des commandes (part des fournisseurs à faire diminuer)

La catégorie A nécessite une attention particulière puisqu'elle représente un véritable levier stratégique pour l'université.

6.56 % des fournisseurs réalisent près de 80% des commandes (sur marché et hors marché).

Dans le cadre des marchés, 80% des dépenses (en montant) sont réalisées auprès de 39 fournisseurs; les 15% suivants sont réalisées auprès de 45 fournisseurs et les 5% restants auprès de 76 fournisseurs. Cette dispersion des achats est encore plus flagrante pour les achats réalisés hors marché.

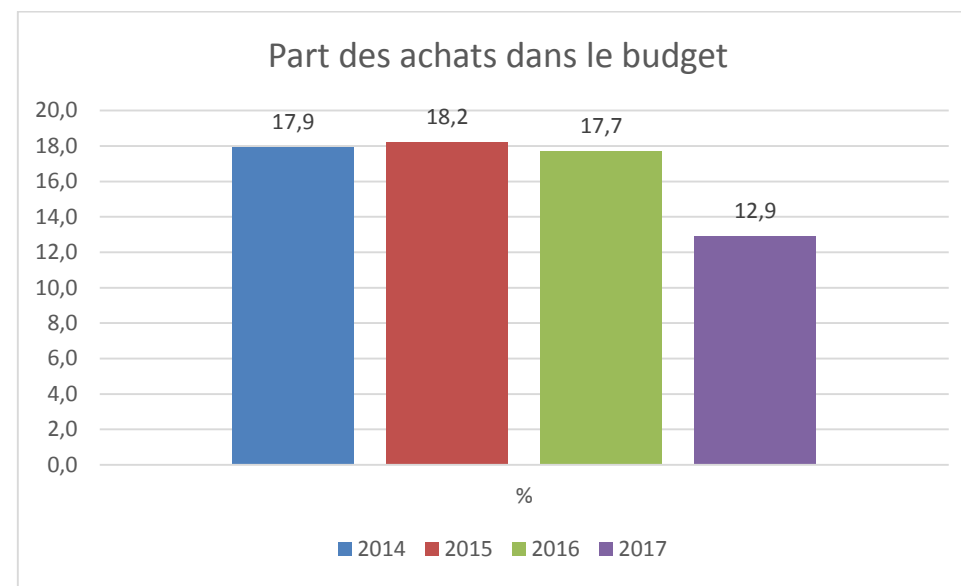
## II) Diagnostic de l'achat : la cartographie des achats

### A) La dépense achat dans le budget de l'Université (Source : compte financier 2017)

	2014	2015	2016	2017	Evolution 2016/2017
Masse salariale	109 682 000	108 634 000	109 629 000	111 753 000	1,94
Fonctionnement	22 332 000	20 779 000	13 799 000	13 693 000	-0,77
Investissement	12 008 000	11 808 000	11 984 000	7 467 000	-37,69
<b>Total des dépenses</b>	<b>144 022 000</b>	<b>141 220 000</b>	<b>135 411 000</b>	<b>132 912 000</b>	<b>-1,85</b>

### Part des achats dans les dépenses

NB : la part des achats dans les dépenses est calculée à partir des résultats de la requête ZME2K dans SIFAC qui reprend toutes les commandes d'achat créées dans l'outil qu'elles aient abouti ou pas à une vraie commande, d'où une marge d'erreur par rapport à la situation réelle



#### B) Taux de couverture :

Une première analyse permet de distinguer une répartition des achats :

- au marché
- hors marché et non soumis à l'ordonnance et au décret relatif au marché public (location de salles et famille X de la nomenclature NACRES : gratification de stage, subventions, adhésions...)

#### Répartition des achats en 2016 et 2017 (Montants H.T.)

	Montants en € H.T.2016	% 2016	Montants en € H.T.2017	% 2017	Evolution 2016/2017
Achat au marché (OSMA)	17 569 522	73,48	10 540 196	38,59	-40,01%
Achat hors marché (OSBC)	6 342 492	26,52	6 623 378	61,41	+ 4,43%
<b>Total</b>	<b>23 912 014</b>	<b>100</b>	<b>17 163 574</b>	<b>100</b>	<b>- 7,13%</b>

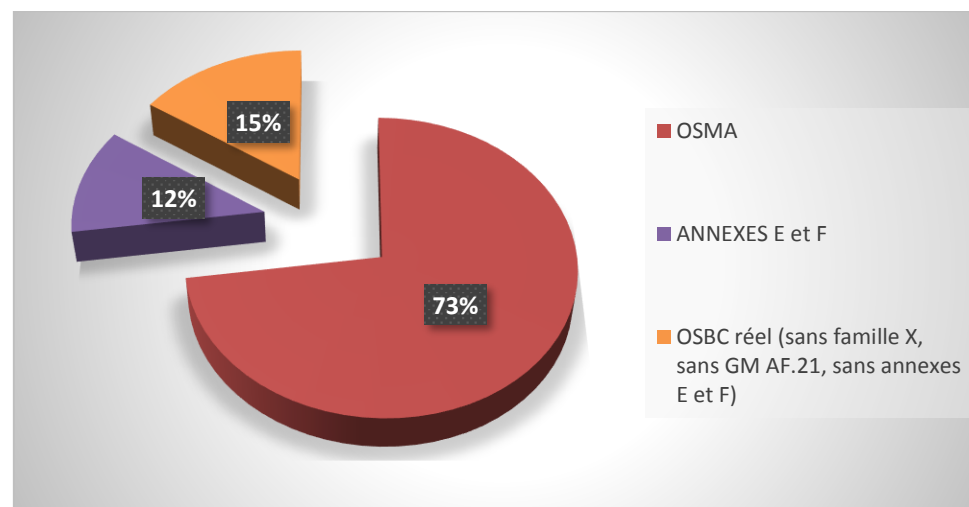
- Une très forte baisse des dépenses au marché, qui s'explique par l'absence d'opérations de travaux importantes sur 2017
- Une légère augmentation des dépenses hors marché (+ 4,43%)

Afin d'obtenir une analyse plus fine et plus exacte, il convient de retrancher de ces montants les achats non soumis au Décret relatif aux marchés publics (location de salles et famille X de la nomenclature NACRES : gratification de stage, subventions, adhésions...) qui ne pourront pas être couverts par un marché.

Taux de couverture réel des achats par les marchés pour 2015 et 2016 (Montants HT)

	Montants en € H.T. 2016	% 2016	Montant en € H.T. 2017	% 2017	Evolution 2016/2017
Au marché (OSMA)	17 569 522	83	10 540 197	73	-40%
Hors marché traité par des annexes (OSBC annexes)	1 404 588	7	1 700 090	12	+21%
Hors marché (OSBC réel)	2 151 087	10	2 242 829	15	+4%
<b>TOTAL</b>	<b>21 125 197</b>	<b>100</b>	<b>14 483 115</b>	<b>100</b>	<b>-31%</b>

Taux de couverture réel des achats par les marchés 2017 (En pourcentage)



Le taux de couverture des achats par les marchés en 2017 est de **73%**. Les annexes, étant des marchés à part entière (mise en concurrence de fournisseurs), peuvent être considérées comme des achats sur marchés; on obtient ainsi un taux de couverture de **85%** (contre 90% en 2016). Cette baisse du taux de couverture des achats par les marchés s'explique par la baisse importante des dépenses sur les marchés de travaux et les faibles dépenses en matière d'investissements patrimoniaux.

C) Répartition des commandes :

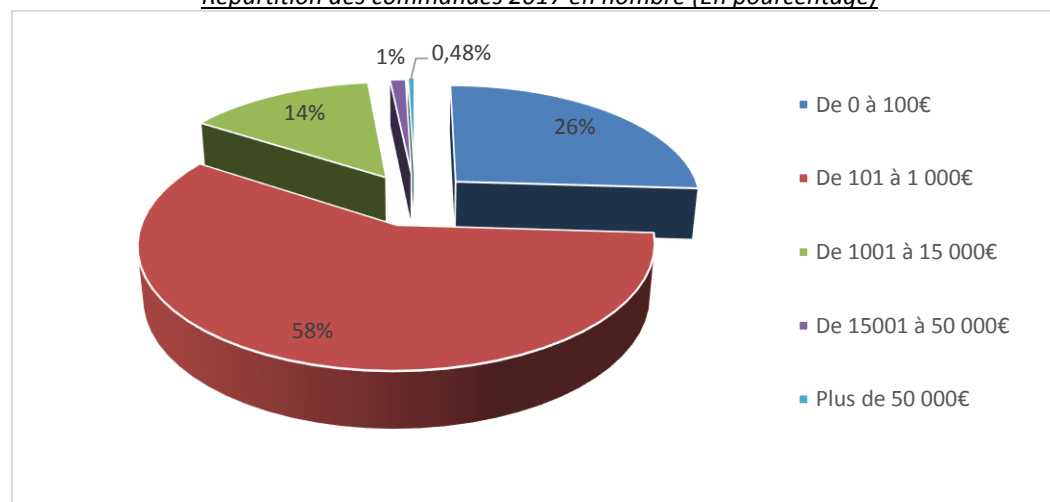
*Nombre de bons de commande en 2017*

	Nombre	%	Montants en € H.T	%
Hors marché (OSBC)	3543	31	6 623 378	39
Au marché (OSMA)	8006	69	10 540 197	61
<b>TOTAL</b>	<b>11 549</b>	<b>100</b>	<b>17 163 575</b>	<b>100</b>

*Répartition des commandes selon leur montant (H.T.)*

Montant H.T. des commandes	Nombre de commandes 2017	%	Montant total des commandes en € H.T. 2017	%
De 0 à 100 euros	2 997	25,95	174 917,46	1,02
De 101 à 1 000 €	6 715	58,14	2 149 165,62	12,52
De 1 001 à 15 000€	1 645	14,24	5 209 102,71	30,35
De 15 001 à 50 000€	137	1,19	3 518 114,24	20,50
Plus de 50 000€	55	0,48	6 112 274,62	35,61
<b>TOTAL</b>	<b>11 549</b>	<b>100,00</b>	<b>17 163 574,65</b>	<b>100,00</b>

*Répartition des commandes 2017 en nombre (En pourcentage)*



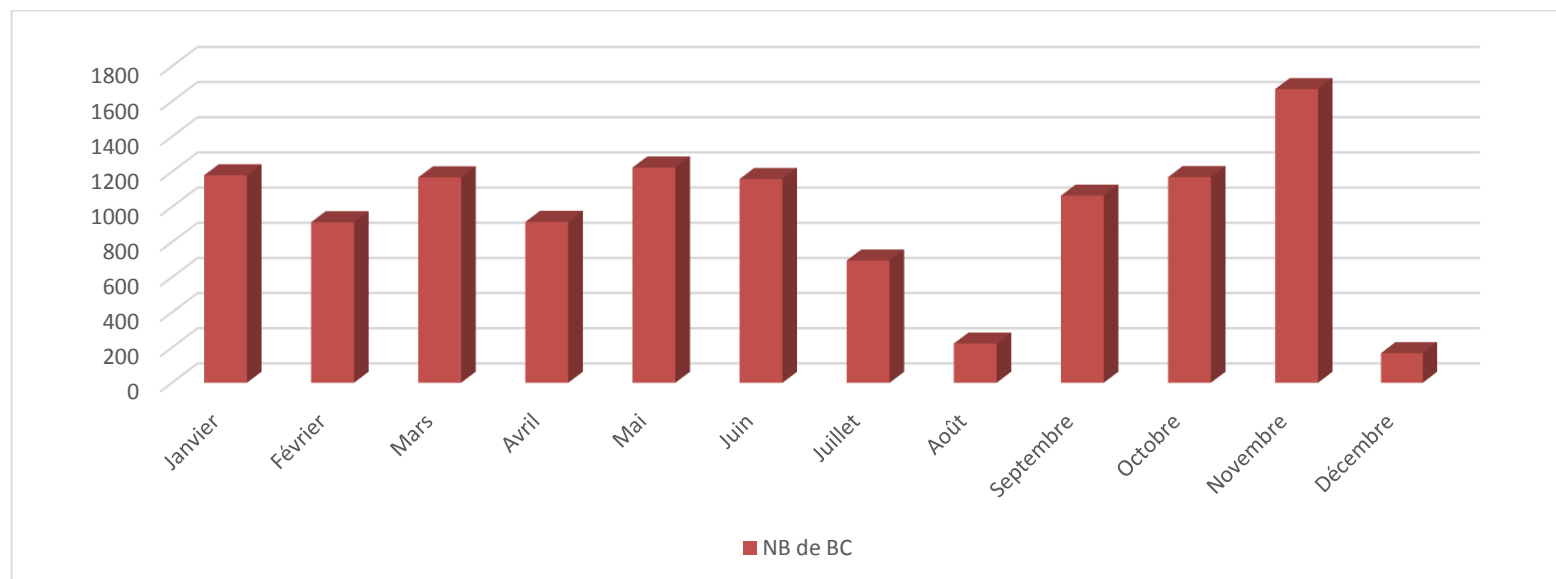


Le **montant moyen d'un bon de commande est de 1 486,15 euros** en 2017(contre 1 898 € en 2016, 1 723 € en 2015 et 1578 euros en 2014). Le montant des bons de commande varie de manière considérable : 2,61€ pour une commande chez Bechtle Direct ou 3,52 € pour une commande chez Lyreco (471 bons de commandes en 2017 dont encore 131 bons de commande < à 80€ HT, soit 28% des BC) à 359 999,98 € auprès de DELL (serveurs messagerie) et 413 000euros auprès de l'entreprise ENGIE (distribution de gaz).

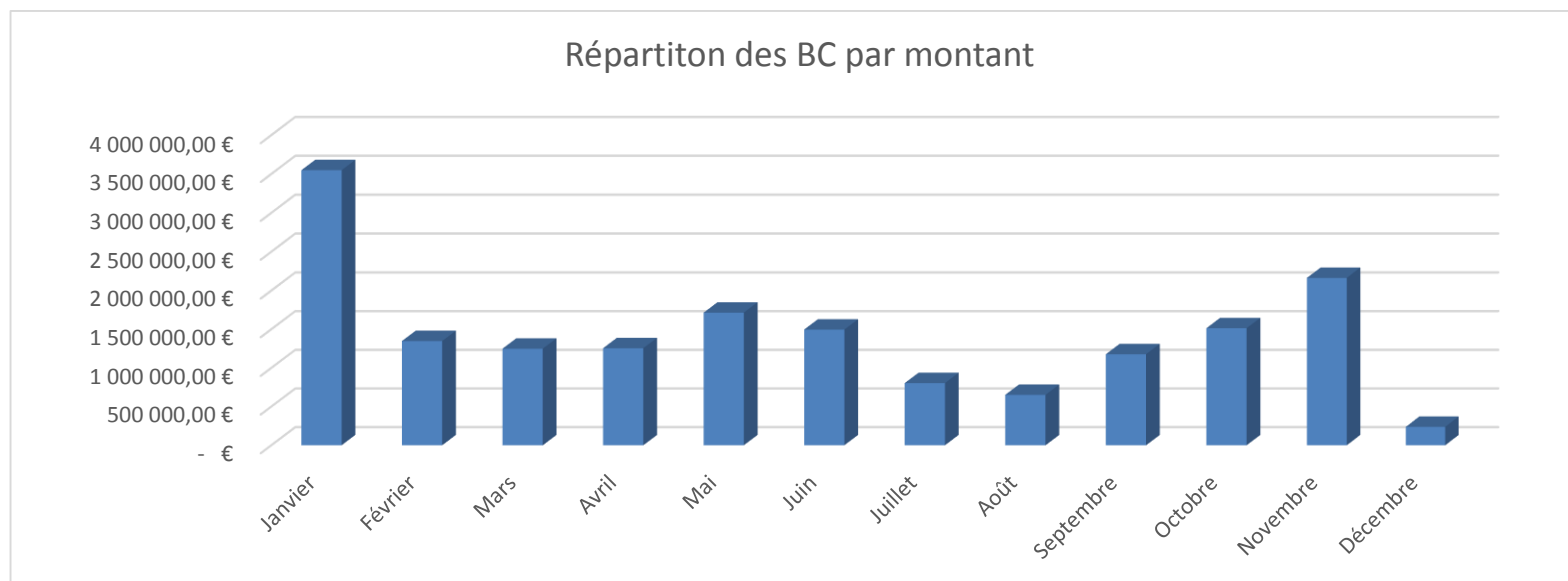
Les bons de commande de **moins de 80 euros** représentent, en 2017, **19,33% des bons de commande** (contre 20,04% en 2016, 25% en 2015 et 29% en 2014). Il convient de poursuivre la diminution des bons de commande inférieurs à 80€ afin d'éviter des coûts de gestion inutiles pour l'Université.<sup>4</sup>

#### D) Périodicité des bons de commande :

Répartition des bons de commande en nombre



<sup>4</sup> La somme de 80€ représente le coût fixe de traitement d'une commande. Ce coût a été établi par la Direction générale des finances publiques. Il comprend le coût d'intervention des différents acteurs dans l'émission d'une commande entre l'auteur initial et le fournisseur, la production et la circulation de divers documents papiers.



La périodicité des achats est présentée selon 2 paramètres :

- ✓ Le nombre de bons de commande
- ✓ Le montant des bons de commande par mois

Le 1<sup>er</sup> graphique laisse apparaître des périodes de plus fortes commandes : janvier, mai/juin et novembre. La périodicité suit les différentes périodes d'exercice budgétaire (ouverture du budget, budget rectificatif, périodes de fermeture administratives, clôture budgétaire). On constate que les achats ne sont pas lissés sur l'année, et ne sont donc pas anticipés. Or, la première qualité d'un achat est son anticipation de façon à bien analyser le besoin.

La part importante de commande réalisées en fin d'année interroge et reflète à minima un manque d'anticipation dans l'expression des besoins.

# **E) Principaux segments de dépense en 2017 :**

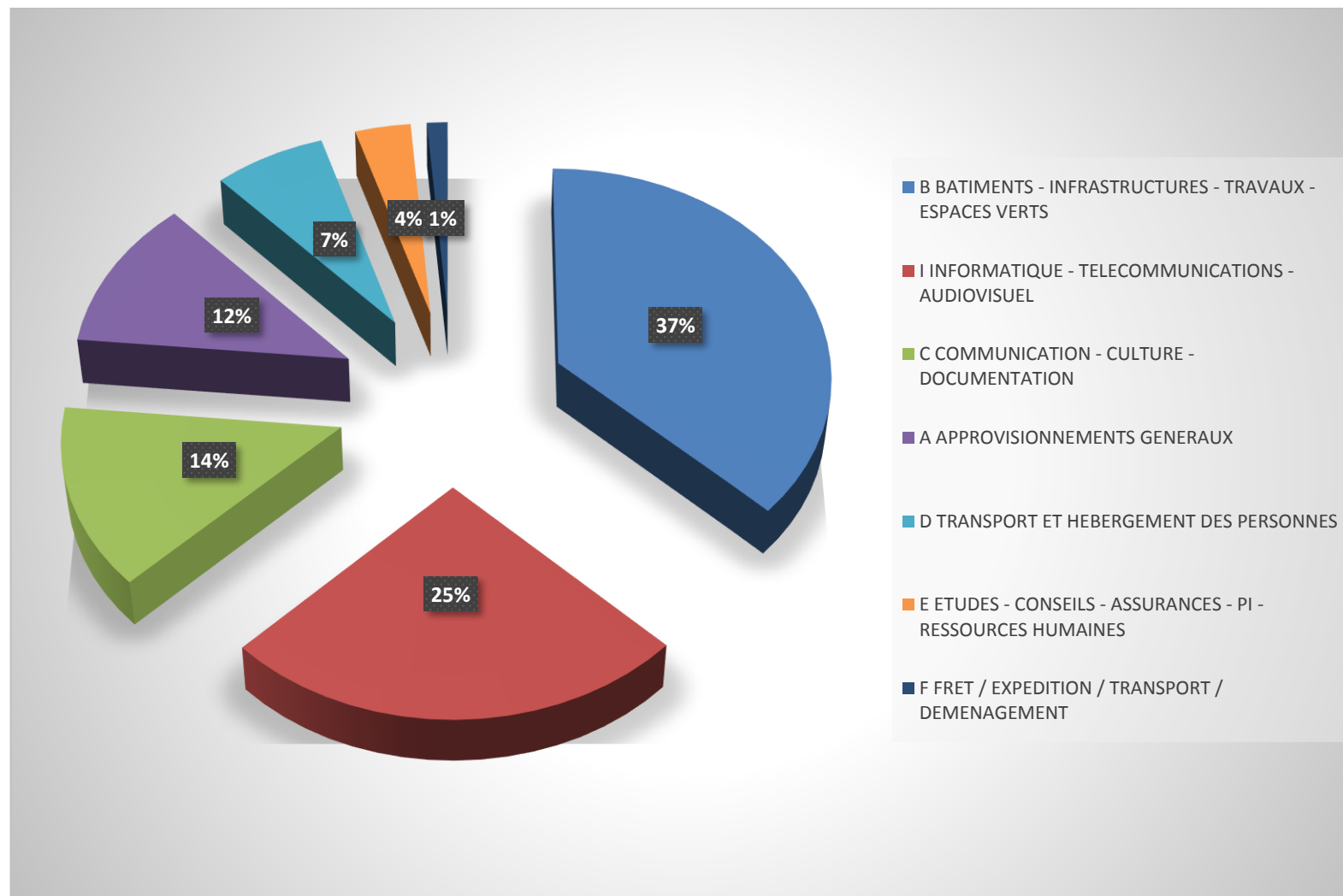
		TOTAL OSMA	% OSMA par famille d'achat	TOTAL OSBC	% OSBC par famille d'achat	TOTAL DES DEPENSES	% par rapport au total des dépenses 2017
B	BATIMENTS - INFRASTRUCTURES - TRAVAUX - ESPACES VERTS	4 282 199,48 €	80	1 058 586,30 €	20	5 340 785,78 €	37
I	INFORMATIQUE - TELECOMMUNICATIONS - AUDIOVISUEL	2 642 493,41 €	72	1 018 038,62 €	28	3 660 532,03 €	25
C	COMMUNICATION - CULTURE - DOCUMENTATION	1 097 440,85 €	55	896 375,67 €	45	1 993 816,52 €	14
A	APPROVISIONNEMENTS GENERAUX	1 344 783,60 €	80	335 842,21 €	20	1 680 625,81 €	12
D	TRANSPORT ET HEBERGEMENT DES PERSONNES	952 144,91 €	94	58 702,05 €	6	1 010 846,96 €	7
E	ETUDES - CONSEILS - ASSURANCES - PI - RESSOURCES HUMAINES	146 976,65 €	29	353 925,73 €	71	500 902,38 €	3
F	FRET / EXPEDITION / TRANSPORT / DEMENAGEMENT	43 315,74 €	23	143 121,38 €	77	186 437,12 €	1
L	MEDICAL	45,57 €	0	45 265,82 €	100	45 311,39 €	0,3
H	SANTE ET SECURITE AU TRAVAIL	26 114,01 €	68	12 411,98 €	32	38 525,99 €	0,3
U	SCIENCES DE LA TERRE - GEOPHYSIQUE - ASTROPHYSIQUE	- €	0	25 476,85 €	100	25 476,85 €	0,2
T	ELECTRONIQUE / TEST, ENERGIE, MESURES	- €	0	24 693,78 €	100	24 693,78 €	0,2
R	ATELIER - MECANIQUE - AUTOMATIQUE	4 671,74 €	40	7 024,75 €	60	11 696,49 €	0,1
N	CHIMIE ET BIOLOGIE	- €	0	7 077,85 €	100	7 077,85 €	0,05
P	PHYSIQUE NUCLEAIRE ET CORPUSCULAIRE - AUTRES EQUIPEMENTS DE PHYSIQUES	- €	0	5 300,00 €	100	5 300,00 €	0,04
G	GAZ DE LABORATOIRE OU D'ATELIERS	- €	0	1 517,28 €	100	1 517,28 €	0,01
S	SPECTROMETRIE - SPECTROSCOPIE - RAYONS X	- €	0	625,00 €	100	625,00 €	0,004
M	MICROSCOPIE - PROFILOMETRIE	- €	0	496,80 €	100	496,80 €	0,003
J	AMENAGEMENT DE LABORATOIRE ET DE SALLE DE TP	- €	0	454,10 €	100	454,10 €	0,003
<b>TOTAL</b>		<b>10 540 185,96 €</b>	<b>73</b>	<b>3 994 936,17 €</b>	<b>27</b>	<b>14 535 122,13 €</b>	<b>100</b>

X	X DEPENSES HORS ACHATS	2 628 452,52
---	------------------------	--------------

D'une année sur l'autre, la répartition des dépenses par segment d'achat varie peu et laisse apparaître les mêmes segments principaux :

- Les travaux (bâtiments-infrastructures-travaux-espaces verts);
- L'informatique ;
- La communication-culture- documentation ;
- Les approvisionnements généraux (alimentation, mobilier, fourniture de bureau, papier...) ;
- Le transport et l'hébergement des personnes.

Répartition des dépenses par principaux segments d'achat en 2017



**FAMILLE A : APPROVISIONNEMENTS GENERAUX**

	Montants 2016HT	Montants 2017HT	% par rapport au total famille A	Evolution en montant	Evolution 2016/2017
Impression	467 537,86 €	488 683,18 €	29,1	21 145,32 €	4,52
Alimentation	476 955,85 €	479 821,25 €	28,6	2 865,40 €	0,60
Mobilier	295 488,81 €	316 007,35 €	18,8	20 518,54 €	6,94
Fournitures bureau	134 297,84 €	122 244,23 €	7,3	- 12 053,61 €	-8,98
Location	121 307,32 €	111 741,71 €	6,7	- 9 565,61 €	-7,89
Papier	81 011,46 €	70 394,91 €	4,2	- 10 616,55 €	-13,10
Sports et culture	87 803,50 €	52 007,17 €	3,1	- 35 796,33 €	-40,77
Véhicules	40 962,53 €	22 876,89 €	1,4	- 18 085,64 €	-44,15
Divers	9 752,96 €	16 309,12 €	1,0	6 556,16 €	67,22
<b>TOTAL</b>	<b>1 715 118,13 €</b>	<b>1 680 085,81 €</b>	<b>100,0</b>	<b>- 35 032,32 €</b>	<b>-2,04</b>

**FAMILLE B : BATIMENT**

	Montants 2016HT	Montants 2017HT	% par rapport au total famille B	Evolution en montant	Evolution 2016/2017
Fluides	1 688 249,34 €	1 658 337,07 €	31,1	- 29 912,27 €	-1,77
<b>Construction</b>	<b>9 242 463,76 €</b>	<b>1 427 229,74 €</b>	<b>26,7</b>	<b>- 7 815 234,02 €</b>	<b>-84,56</b>
Maintenance	749 840,44 €	1 171 923,71 €	21,9	422 083,27 €	56,29
Fournitures	159 248,04 €	483 135,07 €	9,0	323 887,03 €	203,39
Entretien des locaux	205 107,74 €	281 796,39 €	5,3	76 688,65 €	37,39
Produits d'entretien	115 551,42 €	157 906,83 €	3,0	42 355,41 €	36,66
Déchets	51 932,87 €	59 572,46 €	1,1	7 639,59 €	14,71
Espaces verts	13 909,50 €	48 809,11 €	0,9	34 899,61 €	250,90
Contrôles	15 961,15 €	29 400,59 €	0,6	13 439,44 €	84,20
Sécurité	29 534,16 €	15 341,54 €	0,3	- 14 192,62 €	-48,05
Nuisibles	14 988,75 €	7 333,27 €	0,1	- 7 655,48 €	-51,07
<b>TOTAL</b>	<b>12 286 787,17 €</b>	<b>5 340 785,78 €</b>	<b>100,0</b>	<b>- 6 946 001,39 €</b>	<b>-56,53</b>

**FAMILLE C : COMMUNICATION**

	Montants 2016HT	Montants 2017HT	% par rapport au total famille C	Evolution en montant	Evolution 2016/2017
Ouvrages, abonnements	1 380 306,78 €	1 347 634,42 €	67,6	- 32 672,36 €	-2,37
Évènementiel	117 062,76 €	139 299,85 €	7,0	22 237,09 €	19,00
Publicité, veille	82 670,22 €	119 559,86 €	6,0	36 889,64 €	44,62
Culturel	90 866,18 €	105 426,39 €	5,3	14 560,21 €	16,02
Bibliothèque	84 859,21 €	98 180,35 €	4,9	13 321,14 €	15,70
Edition	39 719,36 €	56 868,11 €	2,9	17 148,75 €	43,17
Web	15 339,00 €	47 466,57 €	2,4	32 127,57 €	209,45
Production audiovisuelle	22 926,82 €	44 690,98 €	2,2	21 764,16 €	94,93
Publications	15 888,41 €	18 728,14 €	0,9	2 839,73 €	17,87
Archivage	- €	15 667,41 €	0,8	15 667,41 €	
Photocop	2 447,92 €	294,44 €	0,0	- 2 153,48 €	-87,97
<b>TOTAL</b>	<b>1 852 086,66 €</b>	<b>1 993 816,52 €</b>	<b>100</b>	<b>141 729,86 €</b>	<b>7,65</b>

**FAMILLE D : DEPLACEMENTS**

	Montants 2016HT	Montants 2017HT	% par rapport au total famille D	Evolution en montant	Evolution 2016/2017
Transport des personnes	853 486,73 €	774 862,15 €	76,7	- 78 624,58 €	-9,21
Hébergement	314 911,69 €	231 650,99 €	22,9	- 83 260,70 €	-26,44
Frais d'agence	4 090,86 €	4 333,82 €	0,4	242,96 €	5,94
<b>TOTAL</b>	<b>1 172 489,28 €</b>	<b>1 010 846,96 €</b>	<b>100,0</b>	<b>- 161 642,32 €</b>	<b>-13,79</b>

**FAMILLE E : ETUDES, ASSURANCES, CONSEILS...**

	Montants 2016HT	Montants 2017HT	% par rapport au total famille E	Evolution en montant	Evolution 2016/2017
Assurances	108 937,29 €	74 958,97 €	15,0	- 33 978,32 €	-31,19
Etudes, conseil	144 549,10 €	217 651,68 €	43,5	73 102,58 €	50,57
Formation	116 700,94 €	208 291,73 €	41,6	91 590,79 €	78,48
<b>TOTAL</b>	<b>370 187,33 €</b>	<b>500 902,38 €</b>	<b>100,0</b>	<b>130 715,05 €</b>	<b>35,31</b>

**FAMILLE F : FRET**

	Montants 2016HT	Montants 2017HT	% par rapport au total famille F	Evolution en montant	Evolution 2016/2017
Fourniture et équipement	13 388,32 €	19 980,79 €	10,7	6 592,47 €	49,24
Service expédition	161 949,98 €	127 266,33 €	68,3	- 34 683,65 €	-21,42
Déménagement	60 489,84 €	39 190,00 €	21,0	- 21 299,84 €	-35,21
<b>TOTAL</b>	<b>235 828,14 €</b>	<b>186 437,12 €</b>	<b>100,0</b>	<b>- 49 391,02 €</b>	<b>-20,94</b>

**FAMILLE H : SANTE, SECURITE AU TRAVAIL**

	Montants 2016HT	Montants 2017HT	% par rapport au total famille H	Evolution en montant	Evolution 2016/2017
Santé, sécurité au travail	16 593,45 €	38 525,99 €	100	21 932,54 €	132,18

**FAMILLE I : INFORMATIQUE**

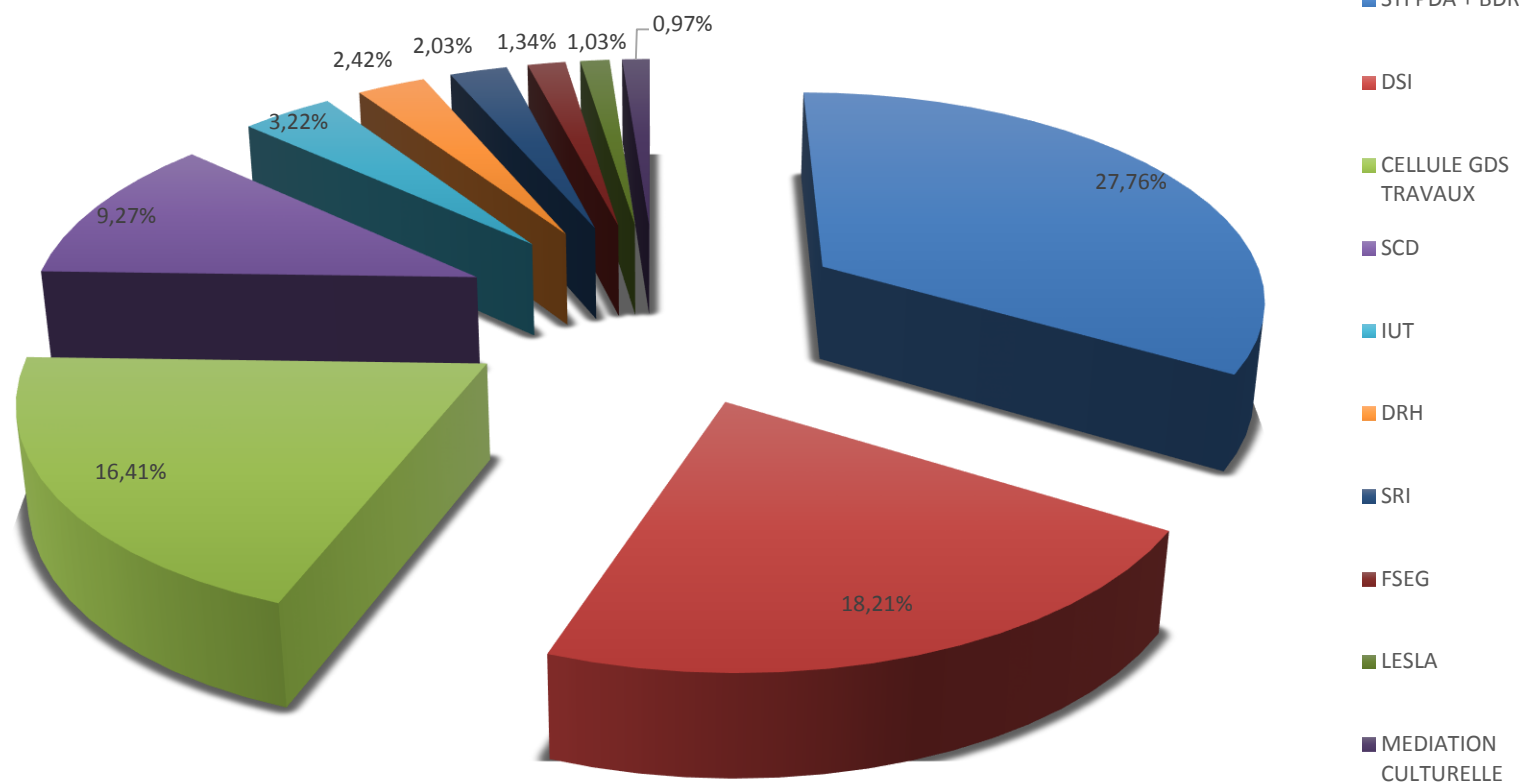
	Montants 2016HT	Montants 2017HT	% par rapport au total famille I	Evolution en montant	Evolution 2016/2017
Périphériques	565 734,58 €	101 615,97 €	2,8	- 464 118,61 €	57,55544764
Logiciels	777 803,64 €	891 345,65 €	24,4	113 542,01 €	14,60
Ordinateurs	556 729,83 €	707 411,93 €	19,3	150 682,10 €	27,07
Services	242 254,21 €	257 045,17 €	7,0	14 790,96 €	6,11
Télécomm	149 157,37 €	155 363,25 €	4,2	6 205,88 €	4,16
maintenance	250 791,64 €	161 586,17 €	4,4	- 89 205,47 €	-35,57
cartouches	48 386,37 €	51 815,91 €	1,4	3 429,54 €	7,09
serveurs		444 749,64 €	12,1		
équip réseaux info et tél		411 515,85 €	11,2		
systèmes spécialisés		3 644,75 €	0,1		
Audiovisuel	690 778,66 €	466 352,37 €	12,7	- 224 426,29 €	-32,49
Imprimantes	18 831,25 €	8 085,37 €	0,2	- 10 745,88 €	-57,06
<b>TOTAL</b>	<b>3 300 467,55 €</b>	<b>3 660 532,03 €</b>	100,0	<b>360 064,48 €</b>	<b>10,91</b>



F) Principaux services consommateurs :

Centre financier		OSMA + OSBC		OSMA		OSBC	
		Montant total dépensé	Part de la dépense en %	OSMA	% OSMA par rapport au montant total dépensé	OSBC	% OSBC par rapport au montant total dépensé
900072 et 900071	STI PDA + BDR	4 035 180,60 €	28%	2 838 265,22 €	70%	1 196 915,38 €	30%
90010	DSI	2 647 037,20 €	18%	1 929 742,31 €	73%	717 294,89 €	27%
900070	CELLULE GDS TRAVAUX	2 384 569,20 €	16%	2 315 498,49 €	97%	69 070,71 €	2,9%
90020	SCD	1 346 918,63 €	9%	948 475,86 €	70%	398 442,77 €	30%
922	IUT	467 426,38 €	3%	310 543,68 €	66%	156 882,70 €	34%
90006	DRH	351 698,02 €	2,42%	111 844,10 €	32%	239 853,92 €	68%
90011	SRI	294 552,43 €	2,03%	156 870,06 €	53%	137 682,37 €	47%
902	FSEG	194 282,66 €	1,34%	114 495,49 €	59%	79 787,17 €	41%
924 et 92400	LESLA	149 388,97 €	1,03%	67 340,74 €	45%	82 048,23 €	55%
90013	MEDIATION CULTURELLE	140 974,70 €	0,97%	22 703,87 €	16%	118 270,83 €	84%

## Principaux services consommateurs



On retrouve dans les principaux services consommateurs, des services qui jouent le rôle de « centrale d'achat » pour tous les autres services de l'Université (PATRIMOINE : DIRLOG, DSI, DIRPAT, SCD et DRH notamment).

**Détail STI PDA +BDR (top 10 sur 4 035 180€ de dépenses)**

GM	libellé	Montant	Part de la dépense
BA.01	électricité	686 838,96 €	17%
BA.02	gaz	477 354,16 €	12%
BA.05	chauffage	304 495,51 €	8%
BB.11	service de nettoyage courant des locaux	214 908,73 €	5%
BA.03	eau courante	164 383,76 €	4%
BE.15	réparation et maintenance des installations et équipements de climatisation, ventilation, chauffage, réservoir	133 310,35 €	3,3%
BE.09	autres travaux d'aménagement des bâtiments	129 637,62 €	3,2%
AC.21	équipements de repro de proximité	116 586,99 €	2,9%
FB.01	courriers et affranchissement ordinaire	107 456,64 €	2,7%
AC.01	papiers blancs ou colores pr impression et repro	101 771,71 €	2,5%

**Détail DSI (top 10 sur 2 647 037€ de dépenses)**

GM	Libellé	Montant	Part de la dépense
IA.31	serveurs d'application	420 584,98 €	16 %
IB.32	droits d'utilisation des autres logiciels	264 093,73 €	10 %
IA.01	micro-ordinateurs et stations de travail fixes	202 659,45 €	7,7 %
IA.42	équipements de réseaux informatiques	201 804,66 €	7,6 %
IB.34	maintenance des autres logiciels	197 226,80 €	7,5 %
IB.13	maintenance des logiciels de bureautique	187 338,00 €	7,1 %
IE.32	videoprojecteurs	155 722,26 €	5,9 %
IA.11	ordinateurs portables	152 447,94 €	5,8 %
ID.01	prestations d'administration et exploitation de services réseaux	152 023,79 €	5,7 %
IC.31	maintenance et réparation des équipements de réseaux informatiques	87 113,49 €	3,3 %
IB.12	droits d'utilisation de logiciels spécifiques de bureautiques	80 577,57 €	3,0 %

**Détail cellule grands travaux (top 10 sur 2 384 569€ de dépenses)**

GM	Libellé	Montant	Part de la dépense
BF.02	Travaux de réhabilitation ou de réutilisation	1 255 110,56 €	53 %
BD.27	fournitures et équipements de sécurité	255 172,13 €	11 %
BE.09	autres travaux d'aménagement des bâtiments	127 590,00 €	5 %
IA.43	équipements de transmission de données sans fil	122 726,43 €	5 %
BE.06	électricité sur installations électriques des bâtiments	108 780,75 €	4,6 %
BF.12	maitrise d'œuvre et ingénierie	84 714,49 €	3,6 %
IA.42	équipements de réseaux informatiques	61 551,52 €	2,6 %
IE.01	appareils de production audiovisuelle	57 290,00 €	2,4 %
AB.02	meublier de réunion et de salle de réunion	56 556,46 €	2,4 %
BE.02	menuiserie, serrurerie	49 808,89 €	2,1 %

**Détail SCD (top 10 sur 1 346 918€ de dépenses)**

GM	Libellé	Montant	Part de la dépense
CE.34	Autres documents	286 120,10 €	21 %
CE.21	droit d'accès à des bases de données documentaires scientifiques	175 778,63 €	13 %
CE.22	droit d'accès à des bases de données documentaires non scientifiques	152 039,35 €	11 %
CE.13	journaux, revues et périodiques scientifiques (électroniques)	137 356,61 €	10 %
CE.02	livres scolaires électroniques de toutes matières	94 158,61 €	7,0 %
CE.11	journaux, revues et périodiques scientifiques (support papier)	90 381,96 €	6,7 %
CE.03	livres non scolaires imprimés	73 904,42 €	5,5 %
CG.12	meublier pour bibliothèque et magasins d'archives	47 992,12 €	3,6 %
AB.02	meublier de bureau et de salles de réunion	37 857,08 €	2,8 %
IA.01	micro-ordinateurs et stations de travail fixes	23 886,44 €	1,8 %

**Détail IUT (top 10 sur 467 426€ de dépenses)**

GM	Libellé	Montant	Part de la dépense
AA.63	traiteurs / plateaux repas	52 506,20 €	11,2 %
IE.01	appareils de production audiovisuelle	46 235,36 €	9,9 %
IA.01	micro-ordinateurs et stations de travail fixes	28 638,00 €	6,1 %
AB.02	meublier de bureau et de salles de réunion	26 068,65 €	5,6 %
DA.11	services de transport ferroviaire	25 593,70 €	5,5 %
CC.21	achat d'espaces publicitaires	22 892,00 €	4,9 %
AC.31	services d'impression et de repro	20 149,70 €	4,3 %
TB.03	acquisition de données	18 390,00 €	3,9 %
DA.14	service de transport collectif routier et urbain de personnes	13 311,63 €	2,8 %
IB.32	droits d'utilisation des autres logiciels	12 447,43 €	2,7 %

**Détail SRI (top 10 sur 294 552€ de dépenses)**

GM	Libellé	Montant	Part de la dépense
DA.12	services de transport aérien	83 037,4 €	28,2
IA.11	ordinateurs portables	51 176,1 €	17,4
DB.11	hébergement en hôtel	18 547,4 €	6,3
IA.12	autres appareils mobiles (tablettes)	16 301,9 €	5,5
AA.63	services de traiteurs et plateaux repas	15 873,1 €	5,4
CD.31	services d'animation culturelle	12 937,1 €	4,4
IA.32	systèmes pour le stockage et la sauvegarde de données	10 988 €	3,7
CB.01	objets promotionnels courants	9 396 €	3,2
IE.02	équipements de visioconférence	9 014,1 €	3,1
AA.64	restaurants	8 913,2 €	3,0

**Détail DRH (top 10 sur 351 698€ de dépenses)**

GM	Libellé	Montant	Part de la dépense
EC.05	formation d'accompagnement en méthodes de travail	78 605 €	22,4
DA.11	services de transport ferroviaire	65 622 €	18,7
LD.31	autres services médicaux	37 358 €	10,6
EC.04	formations d'accompagnement en prévention et sécurité	27 176 €	7,7
DB.11	hébergement en hôtel	25 979 €	7,4
EC.07	autres formations d'accompagnement	21 716 €	6,2
EC.03	formations d'accompagnement en bureautique	16 820 €	4,8
EC.12	préparations aux concours	15 595 €	4,4
EC.01	formations d'accompagnement techniques et métiers scientifiques	8 423 €	2,4
AA.63	services de traiteurs /plateaux repas	8 291 €	2,4

**Détail FSEG (top 10 sur 194 282€ de dépenses)**

GM	Libellé	Montant	Part de la dépense
CA.34	services de production audiovisuelle	28 454 €	14,6
AA.63	services de traiteurs / plateaux repas	21 638 €	11,1
BE.06	électricité sur installations électriques des bâtiments	13 264 €	6,8
DA.11	services de transport ferroviaire	13 051€	6,7
CC.21	achat d'espaces publicitaires	13 042 €	6,7
CC.15	autres services de conseil en communication et publicité	10 809 €	5,6
IA.01	micro-ordinateurs et stations de travail fixes	9 004 €	4,6
IE.32	vidéoprojecteurs	7 906 €	4,1
CA.11	conception, réalisation de sites internet et frais connexes	7 850 €	4,0
IA.24	autre matériel informatique périphérique (écrans, clavier, souris)	7 657 €	3,9

**Détail LESLA (top 10 sur 149 388€ de dépenses)**

GM	Libellé	Montant	Part de la dépense
BA.05	chauffage urbain	17 410,73 €	11,7
AA.63	services de traiteur / plateaux repas	12 879,69 €	8,6
DB.11	hôtel	10 116,32 €	6,8
DA.12	services de transport aérien	7 520,73 €	5,0
BA.01	électricité distribuée	7 400,00 €	5,0
AE.11	instruments de musique et accessoires	6 710,15 €	4,5
DA.11	services de transport ferroviaire	5 297,80 €	3,5
AB.02	meublier de bureau et de salles de réunion	5 209,73 €	3,5
CC.21	achat d'espaces publicitaires	5 193,00 €	3,5
CA.31	conception-réalisation audiovisuelles	4 900,00 €	3,3

**Détail Médiation culturelle (top 10 sur 140 974€ de dépenses)**

GM	Libellé	Montant	Part de la dépense
IE.32	vidéoprojecteurs	38 966,00 €	27,6
CD.11	achats de représentations artistiques	20 128,86 €	14,3
CD.31	services d'animation culturelle	16 944,95 €	12,0
CD.12	conception réalisation installation d'éclairage et/ou de sons	14 347,60 €	10,2
IE.02	équipements de visioconférence	8 923,75 €	6,3
AC.31	services d'impression et de repro	7 065,00 €	5,0
IE.31	appareils de réception enregistrement reproduction image	5 963,88 €	4,2
CB.03	matériels et équipements pour manif événementielles	3 964,85 €	2,8
CB.01	objets promotionnels courants	3 703,00 €	2,6
IE.36	matériel photographique	3 202,50 €	2,3

**Principaux services consommateurs sur GM AA.63-services de traiteurs et plateaux repas (295 568€ de dépenses)**

CF	libellé	Part de la dépense en %	Montant
922	IUT	17,76	52 506,20 €
90003	communication	8,75	25 860,36 €
902	FSEG	7,32	21 638,44 €
921	ICOM	5,82	17 190,62 €
90011	SRI	5,37	15 873,13 €
924	LESLA	3,66	10 804,79 €
91000	DSP	3,42	10 108,92 €
928	FASSP	3,33	9 845,55 €
914	ISPEF	2,90	8 576,30 €
90006	DRH	2,81	8 291,62 €

**Principaux services consommateurs sur GM AA.64-restaurants (135 766€ de dépenses)**

CF	Libellé	Part de la dépense en %	Montant
91002	IFS	14,56	19 765,40 €
90011	SRI	6,57	8 913,16 €
900R34	TRIANGLE	6,54	8 872,82 €
900R15	DISP	5,34	7 249,25 €
922	IUT	4,90	6 647,57 €
900R04	EMC	4,31	5 857,47 €
91000	DSP	3,92	5 318,76 €
902	FSEG	3,59	4 879,88 €
900R25	LARHRA	3,45	4 679,45 €
900R05	LCE	2,84	3 850,48 €

## TROISIEME PARTIE : POLITIQUE ACHAT 2017 : BILAN DES ACTIONS ENGAGEES

### A) Bilan du plan Action achat 2017 :

Objectif	Axe stratégique	Indicateur	Résultat attendu	Résultat obtenu en 2017
<b>Performance économique</b>	Obtenir des gains achat sur les segments les plus significatifs	Montant total des achats	Réduction de 2% du montant des achats	gains d'achat importants réalisés via le marché d'assurances (85 000€ TTC sur la durée du marché) et le marché de téléphonie fixe et mobile(40 000€ HT sur 14 mois)
	Accroître la part des marchés mutualisés (UGAP,AMUE,DAE, RUE des Acheteurs, UDL, ABES, Groupe Logiciel Enseignement Supérieur – Recherche )	Part des marchés passés en groupement	25% en 2017	34 marchés sur 71 passés dans le cadre de groupement de commandes, soit 47%
	Favoriser la négociation en MAPA (en vérifiant en amont la pertinence de la négociation selon le montant du marché et le segment d'achat)	Part des MAPA pour lesquels a été menée une négociation	35% des MAPA	Sur 19 MAPA, 2 négociations soit 10,5% (27,7% en 2016 et 37% en 2015)
<b>Poursuivre le développement des procédures de marchés publics</b>		Taux de couverture	Stabilisation à 80%	73% (83% en 2016) hors annexes
	Accroître le taux de couverture marché des dépenses	Nombre et montant des annexes reçues	Diminuer le nombre des achats passant par annexes (suppression des annexes E de moins de 500€ compensée par un contrôle a posteriori)	85% avec les annexes 548 annexes E et 102 annexes F (681 annexes E et 153 annexes F en 2016)
<b>Réduire le nombre de commandes de faible montant</b>	Bloquer les petites commandes (moins de 80 euros)	Part des bons de commande de moins de 80€	18%	19,33% (20,04% en 2016 et 25% en 2015)

## B) Axes stratégiques imposés par la DAE :

Objectif	Axe stratégique	Indicateur	Résultat attendu par la DAE	Résultat obtenu en 2017
<b>Favoriser l'achat durable et développer la responsabilité sociale de l'Université</b>	Valoriser les démarches des fournisseurs en matière de développement durable	Nombre de marchés avec clauses ou critères environnementaux	2017 : 15% des marchés (en nombre) dont le montant est supérieur à 25 000€ devront contenir à minima une clause environnementale 2018 : 20%	52 marchés sur 176 (soit environ 30%)
	Favoriser l'insertion sociale	Nombre de marchés avec clauses ou critères sociaux	2017 : 10% des marchés (en nombre) dont le montant est supérieur à 25 000€ devront contenir à minima une clause sociale 2018 : 15%	5 marchés sur 176 marchés (soit environ 3%)
<b>Axe « achat auprès des PME »</b>	- Favoriser l'accès des PME aux marchés - Mise en place d'une méthodologie pour répertorier les PME	Part des PME en nombre et en montant dans les marchés	2017 : 27% des achats 2018 : 29% des achats	Près de 48% des achats de l'Université sont effectués auprès de PME.
<b>Axe « achat innovant »</b>	Favoriser l'innovation	Part des achats innovants réalisés auprès des PME et ETI	D'ici à 2020, 2% des achats devront être des achats innovants réalisés auprès de PME et ETI (Entreprises de Taille Intermédiaire).	

## C) Bilan des actions menées en 2017 :

### 1) Simplification des procédures existantes dans une logique tournée vers l'utilisateur

- Entrés en vigueur du guide des règles de l'achat à compter du 1<sup>er</sup> mai 2017, lequel constitue un véritable mode d'emploi de l'achat à l'Université Lumière Lyon 2. Il s'agit en effet d'un outil opérationnel à destination des services, composantes et laboratoires, qui regroupe l'ensemble des procédures internes permettant de réaliser un achat dans le respect des règles de la commande publique. Il se substitue à la Charte des achats, mise en place en 2013 et révisée en 2014.
- Le guide des règles de l'achat introduit 3 nouveautés :
  - ✓ La révision des procédures internes d'achat dans le sens d'une plus grande autonomie et responsabilisation des services, composantes et laboratoires (suppression de l'annexe E pour les achats hors marché d'un montant inférieur à 500€ HT)
  - ✓ L'ajout d'un volet déontologique (relations avec les fournisseurs et règles d'octroi des cadeaux et libéralités)
  - ✓ La compilation des politiques achat en vigueur au sein de l'Université (fournitures administratives / frais de représentation et de réception / Déplacements professionnels / téléphonie mobile)



## 2) Politique « Véhicules » :

Dans la continuité des actions menées afin d'optimiser le parc automobile de l'Université (notification du marché de gestion de flotte externalisé), les actions ci-après ont été réalisées :

- ✓ Notification du marché de prestations d'assurance de la flotte automobile
- ✓ Recensement des véhicules utilisés à l'Université
- ✓ La DIRLOG devient l'unique gestionnaire de la flotte automobile de l'Université
- ✓ Rédaction d'un règlement d'utilisation des véhicules qui sera annexé au Règlement intérieur de l'établissement

## 3) Politique « téléphonie mobile »

- ✓ Ciblage des agents concernés
- ✓ Définition de critères d'octroi et d'une procédure d'attribution
- ✓ Limitation du nombre de références disponibles dans le cadre de la rationalisation du parc de téléphones mobiles
- ✓ Durée de vie moyenne d'un appareil fixée à 4 ans (en deçà de 4 ans d'utilisation, pas de renouvellement sauf cas de casse, vol ou dysfonctionnement majeur)

## QUATRIEME PARTIE : PLAN ACTION ACHAT 2018

### I) Des axes stratégiques identiques, pour lesquels le travail est à poursuivre en interne :

Objectif	Axe stratégique	Indicateur	Résultat 2017	Résultat attendu pour 2018
<b>Performance économique</b>	Obtenir des gains achat sur les segments les plus significatifs	Montant total des achats	Gains d'achat importants réalisés via le marché d'assurances (33 978€ entre 2016 et 2017) et le marché de téléphonie fixe et mobile (40 000€ HT sur 14 mois)	Réduction de 2% du montant des achats
	Accroître la part des marchés mutualisés (UGAP, AMUE ou RUE des Acheteurs)	Part des marchés passés en groupement	34 marchés sur 71 passés dans le cadre de groupement de commandes, soit 47%	50% en 2018
	Favoriser la négociation en MAPA (vérification de la pertinence de la négociation selon le montant du marché et le segment d'achat)	Part des MAPA pour lesquels a été menée une négociation	Sur 19 MAPA, 2 négociations, soit 10,5%	35% des MAPA
<b>Poursuivre le développement des procédures de marchés publics</b>	Accroître le taux de couverture marché des dépenses	Taux de couverture  Nombre des annexes E reçues	73% (84% en 2016) hors annexes  85 % avec les annexes  548 annexes E et 102 annexes F (681 annexes E et 153 annexes F en 2016)	80%  Diminuer le nombre des annexes E (suppression des annexes E de moins de 500 euros compensée par un contrôle a posteriori)
<b>Réduire le nombre de commandes de faible montant</b>	Bloquer les petites commandes (moins de 80 euros)	Proportion des bons de commande de moins de 80 €	19,33% (20,04% en 2016 et 25% en 2015)	15%

## II) Des axes stratégiques imposés par la DAE :

Objectif	Axe stratégique	Indicateur	Résultat 2017	Résultat attendu pour 2018
Favoriser l'achat durable et développer la responsabilité sociale de l'Université	Valoriser les démarches des fournisseurs en matière de développement durable	Nombre de marchés avec clauses ou critères environnementaux	30%	2018 : 20% des marchés (en nombre) dont le montant est supérieur à 25 000€ devront contenir à minima une clause environnementale pour la DAE  ➤ Obj ULL2 : Stabilisation à 30%
	Favoriser l'insertion sociale	Nb de marchés publics réservés  Nb d'heures d'insertion sociale  Nb d'unités déductibles déclarées dans le cadre des marchés publics	3%	2018 : 15% des marchés (en nombre) dont le montant est supérieur à 25 000€ devront contenir à minima une clause sociale pour la DAE  ➤ ObjULL2 : 5%
Axe « achat auprès des PME »	- Favoriser l'accès des PME aux marchés	Part des PME en nombre et en montant dans les marchés	Près de 48% des achats	2018 : 29% des achats pour la DAE  ➤ Obj ULL2 : Stabilisation à 48%
Axe « achat innovant »	- Définir les besoins en se basant sur des exigences fonctionnelles ou de performance afin de faciliter l'émergence de solutions innovantes de façon à ne pas déterminer les besoins à partir d'une solution déjà existante - Clause autorisant les variantes - Cible : marché mobilier et produits d'hygiène	Nombre de cahiers des charges fonctionnels  Part des achats innovants réalisés auprès des PME et ETI		D'ici à 2020, 2% des achats devront être des achats innovants réalisés auprès de PME et ETI (Entreprises de Taille Intermédiaire).

### III) Mise en place de Politiques Achat :

#### 1) Agir pour améliorer la sécurité juridique

- ***Maintenir la couverture juridique dans les domaines déjà couverts par des marchés, sachant que l'année 2018 est une année de renouvellement important de MP stratégiques pour l'Université :***
  - Déplacements professionnels
  - Gestion des déchets
  - Certification des comptes
  - Nettoyage des locaux
  - Traiteur
  - Mobilier de bureau
  - Ouvrages
  - Audiovisuel
  - Etc...
- ***Etendre l'utilisation de la couverture juridique existante : diminuer la part du hors marché dans les domaines déjà couverts et fiabiliser l'imputation des dépenses sur les bons groupes de marchandises***
  - Blocage à zéro de l'OSBC sur les GM couverts par un marché (prévoir une liste d'exclusions pour les GM non totalement couverts par un marché)
  - Blocage à 25 000 des GM pour lesquels il n'y a pas de marché
  - Blocage à zéro des GM sur lesquels il ne doit pas y avoir de commandes
- ***Augmenter le volume des dépenses couvertes par la passation de nouveaux marchés***
  - Achat d'espaces publicitaires (63 905€ de dépenses en 2017)
  - Matériels pour les espaces verts + maintenance (30 970€ de dépenses en 2017)
  - Formations hygiène et sécurité (21 177€ de dépenses en 2017)
- ***Respecter les procédures prévues par les textes régissant les achats de l'Université***
  - Lancement du premier contrôle des achats non couverts par un marché et d'un montant de moins de 500€ HT du 26/02 au 02/03/2017 concernant tous les centres financiers sur un échantillon de commandes d'achat réalisées sur la période écoulée du 21/08 au 31/12/2017
  - Mise en place de contrôles trimestriels

➤ **Simplifier et sécuriser la rédaction administrative et le suivi des marchés publics**

- Raccordement au réseau interministériel de l'Etat (RIE) en cours, ce qui permettra de tester l'outil ORME (outil de rédaction des marchés de l'Etat). Cet outil propose un canevas paramétré pour chaque procédure et tient compte des évolutions réglementaires et jurisprudentielles. Le rédacteur renseigne les caractéristiques de sa consultation (type de procédure, clauses sociales ou environnementales, modalités de passation, données relatives à la forme de prix, etc.), l'application lui propose alors le canevas correspondant à sa procédure avec des clauses conditionnées aux caractéristiques de la consultation. **De nombreuses valeurs héritées permettent de ne pas ressaisir des données déjà renseignées et assurent une cohérence entre les documents. Lorsque ces données sont modifiées en amont, les documents en cours de rédaction sont mis à jour, d'où un gain de temps.**
- **Acquisition de l'outil E-attestations** : il s'agit d'une solution logicielle qui collecte, indexe, contrôle, archive et met à jour tous les documents de conformité des opérateurs économique de quelque nature qu'ils soient. Cet outil permet de s'assurer que les opérateurs économiques remplissent les conditions de participation aux procédures de passation des marchés, qu'ils disposent de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière ou des capacités techniques et professionnelles nécessaires à l'exécution du marché public. Cet outil permet également de s'assurer que les opérateurs économiques ne tombent pas dans les interdictions de soumissionner et ce au cours de la procédure de passation mais également pendant l'exécution du marché public.
- **Déploiement de la signature électronique (obligatoire à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2018)** : réflexion à conduire sur l'organisation et le circuit à mettre en place + sur l'achat de certificats de signature électronique compatible avec la norme Eidas.

**2) Améliorer la performance économique pour réduire les coûts supportés par l'Université**

➤ **Massifier via les groupements de commande**

- Déplacements professionnels : l'offre UGAP est à l'étude sur ce segment d'achat et constitue une hypothèse de travail
- Prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la réalisation de missions de coordinateur de la sécurité et de la protection de la santé liées à des opérations de travaux de bâtiments et infrastructure (CSPS) et de contrôles techniques (PFRA)
- Visioconférence (AC DAE porté par l'UGAP)
- Machines à affranchir (DAE)

➤ **Politique achat sur les fournitures administratives**

- Commandes uniquement sur le BPU (commandes catalogue possibles uniquement pour un besoin dûment justifié avec argumentaire à l'appui)
- Montant minimum de commande de 80€ (471 BC en 2017 auprès de Lyreco, dont encore 131 BC < à 80€ HT soit 28% des BC)
- Réduire la fréquence des commandes (ex : trimestrielle)
- Centralisation de toutes les commandes par la DIRLOG y compris labo et composantes ou mise en place de dotation par structure afin de responsabiliser les agents tout en leur laissant la maîtrise de leurs commandes
- 1 référent par service et un seul compte par service

- **Lancement d'un groupe projet sur le renouvellement du marché de copieurs (fin le 19/03/2019) et du marché de matériel de reprographie (fin le 12/06/2019) et la mise en place d'une politique achat impression**
  - Audit interne du parc des copieurs et des imprimantes de bureau
  - Remplacement des imprimantes par des copieurs
  - Acquisition d'un serveur d'impression
  - Etude de la mise en place d'une solution de soumission de travaux
  - Utilisation de la carte professionnelle pour les impressions
  - Communication des règles de conduite auprès des usagers
  
- **Simplifier les circuits et réduire les coûts indirects sur le marché déplacements professionnels en étudiant la solution de la carte logée**
  - La carte logée donne accès à un compte logé dans le procédé de réservation du tour-opérateur, ce qui supprime les avances de frais et centralise la facturation des prestations. Accompagnés d'un système de relevé mensuel unique, tous les achats de billets sont intégrés directement dans le système d'information de l'Université.
  - Les avantages de ce système devraient être les suivants :
    - ✓ Suppression des notes de frais et des avances de trésorerie
    - ✓ Un relevé mensuel unique pour l'ensemble des dépenses de voyage

### 3) **Clauses sociales :**

Favoriser l'insertion de clauses sociales dans les marchés et réserver un lot ou un marché à des entreprises adaptées ou des ESAT dès que cela est possible :

- Marché réservé prestations de blanchisserie
- Marché réservé « élagage, taille, abattage »
- Lots réservés dans le marché de gestion des déchets
- Lot réservé dans le marché fournitures administratives (tampons encreurs)
- Marché déménagement avec dispositif « clause sociale de formation » (jeunes décrochés Education nationale)
- Lot réservé dans le marché traiteurs

### 4) **Développement durable : préoccupations environnementales**

- Améliorer la valorisation des déchets via le renouvellement du marché gestion des déchets (décembre 2018) :
  - ✓ L'objectif est d'assurer le tri sélectif et l'élimination responsable des déchets, ainsi que d'optimiser leur gestion pour réduire l'impact environnemental et social
  - ✓ Réaliser un audit des actions existantes et un diagnostic des types de déchets et quantités générés afin de définir de nouvelles filières de valorisation telles que :
    - recyclage des piles (Batribox)

→ recyclage des fournitures administratives (stylos, marqueurs et correcteurs via le programme Terracycle) par le biais de cartons/bornes de dépôt situés dans des lieux stratégiques accessibles aussi bien aux étudiants qu'aux personnels (BU, accueil...)

→ recyclage des néons et ampoules fluocompactes (Recyclum)

→ recyclage des canettes (canibal)

→ recyclage éléments d'ameublement en fin de vie (société VALDELIA, offre UGAP)

✓ Mise en place d'un plan de communication efficient afin de mobiliser personnels et étudiants.

## 5) Fournisseurs

- Développer une démarche d'amélioration continue de la relation fournisseurs via la mise en place d'une grille d'évaluation de la relation fournisseur (qualité d'exécution, respect des délais...) qui sera transmise aux principaux services prescripteurs avant toute reconduction d'un marché ;
- Organisation plus systématique de réunions avec les titulaires en cours de marché.
- Acquisition du logiciel biwee permettant une meilleure connaissance de nos fournisseurs via une cartographie de ces derniers. Cet outil permet de recenser les fournisseurs de l'Université Lumière Lyon 2, de connaître l'impact de la commande publique, de distinguer le nombre de PME et de GE, ainsi que de les localiser.

### Bilan :

- L'Achat est responsable de la consommation importante de ressources financières après la masse salariale ;
- La stratégie Achat revêt donc un enjeu économique important dans un cadre budgétaire contraint ;
- Des actions Achat dont le bilan est positif : maintien d'un bon taux de couverture marché et augmentation du nombre de marchés passés en groupement ;
- Des politiques Achat à poursuivre pour enregistrer de véritables gains achat : politique d'impression ; politique fournitures administratives
- Plusieurs objectifs assignés par la DAE atteints (développement durable, PME).